

HOGAN

THE  
FACTORY.NEW COLLECTION  
HOGANWORLD.COM

Point de vue

## Le conflit géorgien : une leçon pour l'Europe, par Heidi Tagliavini

LE MONDE | 01.10.09 | 14h02

Il y a un an, l'Union européenne, menée par une présidence française dynamique, a contribué à mettre un terme à une guerre qui a causé la mort de 850 Géorgiens et le déplacement de 138 000 autres, qui se sont ajoutés aux 220 000 déplacés de la précédente guerre en 1992. Pour la première fois de son histoire, l'Union européenne a alors créé une commission d'enquête indépendante, chargée d'examiner de près les événements de l'été 2008 et leur contexte, pour tenter de découvrir ce qui avait tellement mal fonctionné afin d'éviter une répétition tragique de tels faits. Son rapport vient d'être publié et contient une leçon importante pour l'Europe.

▼ PUBLICITE



Nous ne considérons pas notre travail comme étant celui d'un tribunal : de même que dans la plupart des événements catastrophiques, il y a plusieurs causes à la guerre d'août 2008. La plus immédiate a été le bombardement de Tskhinvali, la capitale de la province sécessionniste de l'Ossétie du Sud, le 7 août 2008, par les forces géorgiennes, suivi par une riposte disproportionnée de la Russie. Un autre facteur aggravant a été le manque de progrès, pendant plus de quinze ans, dans le règlement des deux "conflits gelés" de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Une situation de fait a été créée sur le terrain lorsque la Russie a distribué systématiquement des passeports aux habitants d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, clamant sa responsabilité à l'égard des "personnes" habitant dans ce qu'elle appelait *"l'étranger proche"* ; cela sans consulter la Géorgie, dont l'intégrité territoriale était ainsi de plus en plus remise en question. Pendant ce temps, la Géorgie faisait le "forcing" pour accélérer son adhésion à l'OTAN et ainsi entamer, avec le soutien des Etats-Unis, de l'Ukraine et d'Israël, une modernisation approfondie de ses forces armées, dont le budget est passé de 1% à 8 % du PIB ; des bases militaires près de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud étaient en train d'être modernisées.

Ce renforcement n'était à l'évidence pas compatible avec les appels émanant de différentes capitales prônant de ne pas recourir à la force. En fait, en 2007 et début 2008, les accords de cessez-le-feu conclus après la première guerre de Géorgie devenaient de plus en plus fragiles, alors que les forces russes ne se privaient pas d'abattre les drones survolant l'Abkhazie ; en outre, des incidents dangereux, provoqués par les deux parties, se produisaient de plus en plus souvent.

Avec la présence de l'ONU, de l'OSCE et de l'UE, les organisations internationales ne manquaient pas en Géorgie, mais la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, a détourné ses regards, comme si elle avait non seulement renoncé à régler le conflit sous-jacent, mais également à tenir à bout de bras un cessez-le-feu de plus en plus fragile. Le décor était donc planté pour une confrontation violente.

A l'époque où la diplomatie préventive était considérée à juste titre comme une priorité, il faut avouer que le conflit de 2008 était prévisible et évitable. Aujourd'hui tout le monde a perdu : la Géorgie est divisée. Les républiques dissidentes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ne sont reconnues que par une poignée de pays et qui plus est, plus de 35 000 personnes vivent dans des camps avec un avenir incertain. Comment un résultat aussi désastreux aurait-il pu être évité ?

On aurait certainement pu faire un meilleur usage des différentes organisations internationales impliquées. Mais cela aurait nécessité un engagement véritable de tous les acteurs clés en faveur de ce que l'Union européenne appelle un *"multilatéralisme efficace"*.

Dans le cas de la Géorgie, l'implication de puissances extérieures n'a servi qu'à durcir les positions plutôt qu'à créer une base commune. L'on n'a pas cherché à reconnaître les véritables préoccupations de chaque partie au conflit, comme si un entêtement à vouloir s'accrocher à des positions incompatibles allait être favorable à un règlement pacifique. En fin de compte, c'est l'unilatéralisme - l'indifférence quant à l'impact de ses propres actions sur les perceptions de l'autre partie - qui est devenu le principe directeur.

La communauté internationale peut faire mieux, sans pour autant avoir à réinventer la roue. Il lui suffit de revenir à la charte des Nations unies et aux principes énoncés à Helsinki en 1975. Des relations de bon voisinage requièrent tout d'abord que la menace ou l'usage de la force, sans parler des crimes de guerre tels que ceux commis pendant la guerre en 2008, soient complètement interdits, de même que l'intimidation d'un petit pays par un grand. Cela exige également que les questions délicates liées à l'effondrement de l'URSS, dont beaucoup sont loin d'être résolues, soient abordées avec un engagement sincère et avec bonne foi.

Alors que l'Europe, par le référendum irlandais du 2 octobre, continue à rebâtir son image de zone de paix et de droit, notre rapport montre que les forces de l'unilatéralisme et de la violence sont toujours à l'oeuvre dans le paysage politique de ce continent. Un ordre européen stable doit se fonder sur la prééminence du droit et un véritable engagement en faveur du multilatéralisme.

---

**Heidi Tagliavini**, diplomate suisse, est chef de la mission internationale d'enquête sur le conflit en Géorgie.

Article paru dans l'édition du 02.10.09